

deux enjeux dont l'on sait qu'ils sont moins prioritaires aux yeux des Français : la politique agricole (6,8/20) et la politique budgétaire (6,5/20).

- De façon transversale, les jeunes ou encore les sympathisants d'Europe Ecologie Les Verts se montrent certes plus positifs que la moyenne, même si leur note d'efficacité attribuée à l'Union européenne ne dépasse pas pour autant les 10/20. Les sympathisants de l'UMP, du Parti socialiste mais aussi du MoDem, **trois formations politiques historiquement pro-européennes**, portent également un regard légèrement plus positif que la moyenne des Français quant à l'efficacité de l'Union européenne dans ces différents domaines, mais ces notes restent toujours nettement en-dessous de la moyenne. En revanche, les sympathisants du Front National mais aussi du Front de Gauche, deux partis pourtant opposés sur l'échiquier politique, expriment chacun le même jugement très critique à l'encontre des institutions européennes.
- Si les Français établissent donc un bilan très sévère concernant l'efficacité actuelle de l'Union européenne, ils n'appellent pas pour autant à la fin de l'Europe. Bien au contraire, **les personnes interrogées semblent même souhaiter un approfondissement de la politique européenne dans certains domaines** : ainsi, 80% des Français jugent que l'Europe « doit adopter une **politique énergétique commune** », quand 75% attendent qu'elle mette en place une **politique douanière** que l'on pourrait qualifier de « **protectionniste** », consistant à augmenter les taxes sur les produits venant de l'extérieur de l'Union européenne. 67% des Français indiquent également souhaiter que l'Europe adopte un **système de gouvernance resserré** autour du couple franco-allemand et de quelques pays, signe que l'élargissement de l'Union européenne à 28 pays a sans doute été associé à une perte d'efficacité politique par une large de proportion de Français.
- **Ces attentes de réappropriation du pouvoir politique européen semblent traverser les clivages politiques.** Ainsi, l'idée d'une politique énergétique commune suscite un relatif consensus, étant approuvée par au moins trois personnes sur quatre toutes familles politiques confondues. L'hypothèse d'une politique douanière protectionniste suscite également une large approbation, même si celle-ci est légèrement plus forte parmi les sympathisants de l'UMP (83%) et moins prononcée parmi les sympathisants écologistes (62%). **La perspective d'une gouvernance resserrée suscite des réactions moins homogènes** : l'idée est accueillie favorablement par une nette majorité des sympathisants du Centre (66%), de l'UMP (80%) et du Front National (71%), sans doute au nom de l'efficacité politique ;

